



Déclaration unitaire

CAPA des Enseignant·es du 2nd degré, CPE et PSY EN

03-07-2024

A quelques jours du deuxième tour des élections législatives, la situation politique est d'une gravité exceptionnelle puisque le Rassemblement national pourrait devenir majoritaire à l'Assemblée nationale. Cela implique que le prochain ou la prochaine Ministre de l'Éducation Nationale pourrait être issu·e de l'extrême droite et appliquer le programme mortifère du Rassemblement national, véritable danger pour les services publics, pour l'École, pour les élèves, pour les personnels mais aussi pour les libertés publiques et la démocratie. Dans les pays qui ont vu l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, les violences racistes, sexistes et LGBTQIphobes se sont accrues, la démocratie et les libertés publiques ont reculé. L'École publique est déjà mal en point, la politique du RN pourrait lui porter un coup fatal.

Nous ne comptons plus les alertes des organisations syndicales ces dernières années : à force de s'inspirer du programme du RN tout en affichant un mépris quasi systématique à l'encontre des élu·es des personnels, le gouvernement et le ministère ont contribué à faire accepter son programme et ses idées dans l'opinion publique: la loi immigration, l'expérimentation de l'uniforme, le SNU ou encore les mesures du Choc des Savoirs, dont se félicitait Roger Chudeau, ministre de l'Éducation nationale pressenti en cas d'accès au pouvoir du RN, en sont des illustrations.

Alors que le RN se nourrit de la colère et de la désespérance sociale, le ministère a méthodiquement accablé l'École et ses personnels. De trop nombreuses réformes impopulaires, imposées contre l'avis des personnels, ont dégradé les conditions de travail des personnels et d'étude des élèves. Elles ont abîmé notre démocratie, elles ont nié la parole des organisations syndicales et ont enlevé toute légitimité à la parole publique.

Depuis 2022, une campagne intersyndicale contre l'extrême droite avec la FSU, le SE-UNSA, la CFDT, SUD éducation et la CGT Educ'Action s'est mise en place. Nos organisations syndicales ont alerté sur le danger que constitue la montée de l'extrême droite que nous avons observée, y compris au sein de l'Éducation nationale. Elles ont également sollicité le ministère pour protéger davantage les personnels, les élèves et l'École. Or, celui-ci n'a pas entendu ou n'a pas voulu entendre leurs alertes.

Pire encore, il s'est entêté à poursuivre ses politiques et à user des mêmes méthodes, prenant le soin de contourner à chaque fois les organisations syndicales.

Cette manière de procéder témoigne du plus grand mépris du président de la République et de son gouvernement envers les personnels et leurs représentant·es élu·es. En traitant ainsi les organisations syndicales, le président de la République et son gouvernement ont accru la colère sociale et cherché à délégitimer les acteurs de la démocratie que sont les syndicats. Il y a urgence à rompre avec ces politiques pour recréer les conditions d'une réelle démocratie sociale. Des ruptures économiques, sociales, environnementales claires sont indispensables.

Avec cette méthode, le président de la République et son gouvernement ont aggravé chez les personnels de l'Éducation Nationale et des universités le sentiment de défiance envers les institutions démocratiques. Cela participe au vote d'extrême droite. L'Histoire regarde et jugera celles et ceux qui auront été le marchepied de l'extrême droite vers le pouvoir.

Les organisations syndicales UNSA, SGEN-CFDT, FSU, CGT Educ'Action et SUD éducation appellent, le 7 juillet, à faire barrage aux candidat·es du Rassemblement national et de ses allié·es afin que celles et ceux-ci n'accèdent pas au gouvernement de la France.

En tout état de cause, quoi qu'il se passe le 7 juillet et après, nos organisations syndicales continueront à se mobiliser, toujours aux côtés des collègues, contre l'extrême droite et à défendre une École publique gratuite, émancipatrice, laïque et inclusive.